

**CONSULTATION PUBLIQUE PORTANT SUR**  
***Lignes directrices relatives à la tarification***  
***de l'accès aux réseaux à très haut débit en***  
***fibre optique déployés par l'initiative***  
***publique***



**Réponse de la société Netalis SAS**

**Destinataire :** Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes

**Contact :** institutions@netalis.fr

**Site commercial :** [www.netalis.fr](http://www.netalis.fr)

**Confidentialité :** Ce document ne comporte pas d'éléments stratégiques et peut être diffusé par l'ARCEP.

## **Avant propos**

Netalis est un nouvel entrant sur le marché des services télécoms et Cloud pour le marché des professionnels et des entreprises. La société est déclarée opérateur auprès de l'ARCEP sous le code NTLS.

Souhaitant participer activement aux débats liés à la régulation du secteur des télécommunications et concernée en premier lieu par toutes les évolutions affectant les marchés du haut et du très haut débit dans les zones d'initiatives publiques et privées, la société sera particulièrement attentive aux résolutions visant à encadrer et/ou à orienter les pratiques mises en œuvre sur les réseaux FTTH/FTTO.

En tant qu'opérateur de services, nous sommes favorables à toutes les initiatives du régulateur qui permettent de clarifier et de stabiliser les tarifs de gros sur les réseaux d'accès Très Haut Débit. Et, par extension, favoriser l'accès des acteurs de taille modeste à ces infrastructures afin de stimuler la concurrence sur un marché naissant et prometteur qui hissera au plus haut la France dans le classement des pays leaders en matière d'accès THD comme elle l'a été pour le haut débit.

Nous espérons que cette contribution sera jugée pertinente par les équipes du régulateur et tenons à les remercier par avance.

**Question 1 : Les contributeurs sont invités à exposer leur point de vue sur les éléments présentés dans la première section.**

Cette section n'appelle pas notre commentaire.

**Question 2 : Les contributeurs sont invités à formuler leurs remarques sur les conditions économiques d'accès aux réseaux à très haut débit en fibre optique déployés en zones d'initiative privée.**

Netalis n'envisage pas de participer en l'état actuel au cofinancement des lignes optiques car notre société, comme bon nombre d'acteurs du marché, ne dispose pas des capacités financières pour « dégrupper » les centaines de PM que peuvent compter certaines agglomérations. Plus généralement, nous pensons que les conditions techniques, et par extension économiques, actuelles en zone d'initiative privée ne permettent pas la percée rapide de la concurrence au bénéfice du grand public et des entreprises.

**Question 3 : Les contributeurs sont invités à formuler leurs remarques sur l'analyse de l'Autorité du caractère comparable des réseaux à très haut débit en fibre optique déployés en zones d'initiative publique avec les réseaux déployés en zone d'initiative privée, notamment dans le cadre du Plan France Très Haut Débit.**

Nous comprenons parfaitement l'objectif poursuivi par le régulateur d'harmonisation des tarifs de gros entre les différentes zones. Toutefois, nous alertons le régulateur sur la différence notable des intérêts de quelques opérateurs nationaux « dégroupes » avec ceux des acteurs alternatifs comme Netalis qui se fondent sur des catalogues de RIP pour développer leurs offres et qui peuvent s'adapter aux exceptions locales lorsque nécessaire. Une évolution majeure risquerait de fragiliser les efforts réalisés par le tissu d'acteurs alternatifs pour apporter toujours plus de services aux meilleurs tarifs au sein des territoires.

C'est pourquoi toute comparaison entre zones d'initiatives privées et publiques nécessite une réelle connaissance de chaque territoire et ses spécificités. En effet, le seuil pour atteindre la rentabilité d'un RIP diffère en fonction des choix de chaque territoire. Il est de toute évidence plus aisé d'espérer une rentabilité rapide dans toutes les zones urbanisées qui sont généralement intégrées dans l'AMII.

A contrario de toutes les zones d'initiative publique dans lesquelles nous sommes - ou serons - amenés à délivrer nos services, nous n'avons pas eu connaissance d'offres activées dans les zones d'initiative privée. Dans un souci d'harmonisation entre les zones, nous appelons le régulateur à mettre fin dès que possible à cette différence entre zones privées et publiques par la création d'offres activées cohérentes avec collecte au niveau local (NRO) ou dans un POP régional ou national.

**Question 4 : Les contributeurs sont invités à formuler leurs remarques sur les niveaux tarifaires applicables par les réseaux d'initiative publique.**

La majorité des RIP auxquels nous nous adressons disposent actuellement de grilles tarifaires cohérentes qui garantissent aux opérateurs commerciaux des conditions économiques d'accès pertinentes, en particulier pour les offres activées de type FTTH ou FTTH Pro.

La tarification des RIP devrait refléter avant tout la réalité d'un marché local pour couvrir la prise de risque supportée par la collectivité et favoriser l'arrivée de nouvelles offres. Nous émettons de sérieuses réserves quant au souhait de répliquer dans les zones d'initiative publique la tarification en vigueur dans les zones d'initiative privée, qui plus est, sans présence d'offres activées dans ces dernières à ce jour.

En ce qui concerne les déploiements dont nous avons eu connaissance en zone d'initiative publique, nous sommes satisfaits de constater une réelle prise en compte des règles d'ingénierie permettant de créer une offre mutualisée passive qui peut aisément cohabiter avec des offres activées. Celles-ci donnent la capacité à de nouveaux acteurs de prendre position sur le marché dans de bonnes conditions, c'est-à-dire proposer des tarifs de détails pouvant susciter l'intérêt des particuliers comme des entreprises pour les accès à la BLOM / BLOM durcie.

**Question 5 : Les contributeurs sont invités à formuler leurs remarques sur l'opportunité d'instaurer les mécanismes de remise énoncés dans la phase de lancement et sur les niveaux envisagés pour les seuils de remises.**

Le financement de tout ou partie des coûts de raccordements de nouveaux abonnés par les opérateurs commerciaux et/ou abonnés finaux est de nature à freiner sensiblement la prise de risques tant par les premiers que par les seconds lorsque les offres de détail sur la BLOM font apparaître un tarif d'installation trop élevé (généralement supérieur à 200 euros). Un mécanisme de remise sur les frais d'accès en phase de lancement nous apparaît de bon sens pour permettre au RIP de remplir ses objectifs économiques selon son prévisionnel initial tout en offrant aux opérateurs de détail la possibilité de proposer des conditions de raccordement très attractives à leurs clients finaux pour créer une dynamique.

Ce modèle doit toutefois être instauré sans déséquilibre économique du RIP afin d'en assurer sa pérennité. Le gestionnaire du RIP devant être décideur, avec avis du régulateur, du niveau de remise acceptable.

**Question 6 : Les contributeurs sont invités à formuler leurs remarques sur l'opportunité d'instaurer les mécanismes d'ajustement des tarifs énoncés et sur les niveaux envisagés durant les phases de montée en charge et d'exploitation.**

La stabilité économique est un enjeu capital pour assurer le succès d'un RIP.

Si nous comprenons le souhait du régulateur de limiter la fragmentation du marché de gros pour favoriser un petit nombre de gros acteurs industriels, il nous semble peu opportun de faire évoluer ces offres à plusieurs reprises au risque de déséquilibrer le modèle des opérateurs de détails ayant pris le risque de participer au développement de ces réseaux dès leur création.

Toute variation de tarifs doit être en tout état de cause réalisée après concertation des opérateurs clients du RIP et en fournissant des éléments chiffrés précis justifiant cette évolution.

**Question 7 : Les contributeurs sont invités à formuler leurs remarques sur les niveaux tarifaires exposés, en particulier celui du tarif de l'offre d'accès activé et les niveaux de coûts associés aux différentes composantes de ce dernier, le cas échéant en prenant en compte différentes configurations technologiques.**

Nous jugeons qu'un tarif d'accès activé (livré en un point national) ne peut raisonnablement pas dépasser 19 euros par mois (ou 15 euros par mois pour un accès livré en local) afin de permettre aux opérateurs de détail de proposer une offre économiquement réaliste sur la BLOM. Des tarifs dépassant ces seuils seraient de nature à mettre en péril le modèle économique de nombreux opérateurs alternatifs fondés sur les RIP.

Nous sommes par conséquent en désaccord avec le régulateur quant à sa suggestion d'ajuster les tarifs de gros de l'initiative publique sur ceux de l'initiative privée **dès lors que ceux-ci dépasseraient les seuils évoqués ci-dessus**. Il s'agit pour Netalis d'un point de vigilance particulier.